

## Conseil national du 19 septembre 2014 – Discussion

### François Jacquart – Ardèche

La période que nous vivons nous place en responsabilité d'ouvrir une perspective nouvelle à gauche. Nous avons fait bouger les lignes. Sans enjoliver, ce qui se passe au PS à EELV est à accompagner sans préalable pour rassembler. Le PCF reprend place dans le paysage politique. Il nous faut prendre des initiatives locales pour créer les conditions du débat à gauche avec les forces sociales, associations, politiques disponibles. La réponse à la situation ne peut pas être la manifestation proposée par Jean-Luc Mélenchon dans son contenu. Elle ne vise pas à rassembler à la gravité de la situation sociale ; ce qui peut en ressortir doit nous amener à construire une alternative à la politique du gouvernement.

### Danielle Trannoy – Gironde

Guerres et fascisation du capitalisme en Ukraine et dans le monde. Préoccupation de nombreux communistes pour reconstruire une vraie solidarité entre les peuples, la paix et résistance. Coup d'Etat orchestré par USA, OTAN-UE et France qui installe forces néo-nazies au cœur de l'Europe. Souveraineté de la France ? Quelle riposte pour le PCF face à une 3<sup>e</sup> guerre mondiale ? Se désolidariser de l'UE-OTAN. Un mouvement de solidarité contre le fascisme se construit (appels des mineurs du Donbass, MFP libération, PC ukrainien, russe, 18 PC, FIRésistants, F. Castro, UPR, PCE, PCP, Candelier, des brigades...). Les positions PCF-PGE en éloignent. Pour construire une pensée communiste, travailler sur état du capitalisme, les BRICS, le socialisme, la nation liée à l'internationalisme.

### Jacky Hénin – Pas-de-Calais

Après les élections municipales et européennes, au regard surtout des résultats enregistrés, beaucoup attendaient une écoute, une réorientation. Las. Ni le Président, ni le gouvernement n'ont fait mine de comprendre. Ils écoutent, mais n'entendent pas. Alors qu'il serait nécessaire de réorienter, ils accélèrent la mise en œuvre d'une politique libérale qui porte des coups terribles à notre peuple. Comme si cela ne suffisait pas, la tourmente s'est renforcée d'une crise d'autoritarisme, et d'une séance de voyeurisme à l'odeur nauséabonde. Toute l'image de la gauche s'en trouve durablement affectée. Il est indispensable que nous décidions la mobilisation générale, que nous construisions avec le peuple une alternative pour notre pays.

### Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

L'enjeu pour nous est de redonner espoir et confiance à tous ceux qui ne se résolvent ni à la politique du gouvernement, ni au retour de la droite, ni au FN. Mettre en débat les solutions alternatives, travailler au rassemblement pour combattre les mauvais coups, construire des majorités d'idées sur des solutions alternatives. Créer une dynamique qui crédibilise d'autres solutions à gauche. Travailler le triptyque riposte-alternative-rassemblement. C'est à partir d'initiatives sur tout le territoire que nous atteindrons ces objectifs. Deux exemples : la réforme territoriale, la bataille coût du capital qui peuvent permettre de rassembler largement salariés

(agents territoriaux) syndicalistes, responsables associations, comités usagers, élus de diverses sensibilités politiques.

### **Jean-Luc Gibelin – Seine-Saint-Denis**

L'annonce de la prime de 40 € pour les retraites est condamnable sur le montant mais encore plus sur la démarche. C'est une remise en cause frontale de l'universalité de la protection sociale. C'est déterminant pour le pouvoir pour avancer dans le « détricotage » du programme du CNR. Ce peut être un des leviers pour s'y opposer et rassembler. 1 200 € c'est la limite imposée par le gouvernement pour déterminer le niveau des pensions « pas petites ». C'est bien loin du niveau du SMIC que nous proposons. C'est un sujet sur lequel nous pouvons rassembler, nous exprimer auprès de celles et ceux qui participeront aux manifestations du 30 septembre.

### **Annie Mazet - Drôme**

Je retiens la responsabilité qui est la nôtre : construire une alternative de gauche pour mettre en échec le gouvernement Hollande/Valls, mais aussi les objectifs moribonds de la droite, du FN, du MEDEF. Être des bâtisseurs d'avenir, c'est ouvrir les portes à tous ceux qui veulent être des acteurs pour une justice sociale. C'est aussi relancer le Front de gauche qui a porté l'espoir, à partir du local, du terrain ; trop de souffrance de notre peuple. Osons, c'est à notre portée si nous portons nos ambitions politiques en proposant un rassemblement le plus large possible.

### **Bob Injey – Alpes-Maritimes**

Nous avons fait rentrer dans le débat médiatique l'idée qu'une alternative est possible. Maintenant il faut passer un cap sur nos territoires pour regagner la bataille d'idées sur la crédibilité de faire autrement et redonner confiance. Les propositions (cartes-pétitions, 1 000 rencontres) doivent y aider. Nous devons être à l'initiative, nous adresser largement à celles et ceux qui souhaitent autre chose. Par exemple, au-delà des frondeurs, il y a surtout 100 000 adhérents, écœurés, qui ont quitté le PS et des millions d'électeurs de Hollande qui préfèrent s'abstenir. Dans nos territoires adressons-nous à eux pour agir ensemble.

### **Marie-Christine Burricand – Rhône**

Les dangers de la période sont perçus, les capacités de résistance existent, mais les forces politiques sont déconsidérées. Le Front de gauche n'apparaît pas à la hauteur, le PS est très largement rejeté. Les frondeurs ne peuvent pas être la pierre angulaire du rassemblement, d'autant qu'ils sont emportés par le rejet de la politique gouvernementale. La première question du PCF est celle de son lien avec le peuple et de son projet pour la France. La Fête de l'Humain n'efface pas nos échecs. Nous serons balayés si nous continuons à faire la démonstration de notre incapacité à changer les choses. Nous enfermer dans la gauche institutionnelle est suicidaire. Sortons du pré-carré de la gauche en nous adressant à ceux qui s'abstiennent, à ceux qui votent à droite, qui croient mettre les pieds dans le plat en votant FN, tous ceux qui pensent que la gauche les a trahis. Pas d'issue sans révision stratégique ! Entendons l'exigence des communistes de plus de PCF.

### **Yves Dimicoli – Paris**

Le discours de La Rochelle et notre initiative politique à la fête de l'Huma ouvrent une phase plus propice à un large rassemblement pour une alternative de progrès à gauche. Plus le PCF stimulera un dialogue étendu à gauche contre l'austérité et plus il lui faudra pousser le débat sur les solutions avec des propositions économiques précises à développer dans l'action. Sinon, le dialogue accouchera d'un replâtrage des illusions à gauche. Deux grands défis à relever : contre la déflation, il faut des politiques expansives stimulant la demande et redressant l'efficacité de l'offre (hausse des revenus salariaux et formation massive, relance de tous les services publics) ; il faut réorienter la BCE et le crédit bancaire. Pour cela : financement par la BCE d'un essor des services publics, via un Fonds « ad hoc » ; relais par les banques et la BPI de la création monétaire de la BCE avec un nouveau crédit pour les investissements incitatif à l'emploi et la formation, et réforme fiscale ; nouveaux pouvoirs des salariés pour sécuriser l'emploi et la formation.

### **Marie-Pierre Boursier – Hauts-de-Seine**

Rassembler les gens de gauche pour une politique de gauche, c'est un objectif évident. Non pas pour rassembler telles qu'elles sont les forces politiques de gauche.

La dérive libérale du PS comme toutes les forces sociales démocrates en Europe, correspond à des évolutions structurelles de la société. Ce serait donc illusoire, comme nous en avons fait l'amère expérience depuis l'Union de la gauche, d'espérer peser sur cette évolution sans construire un rapport de force radicalement nouveau.

Le terme gauche est pour une majorité de gens identifié au PS et celui-ci est majoritairement rejeté, donc la gauche telle qu'elle est. Dire rassembler la gauche dans ces conditions c'est ne pas se faire comprendre et aggraver la confusion qui nous lie à ce rejet de la gauche. Il faut rassembler toutes les forces de gauche prêtes à œuvrer à une politique qui redonne sens et espoir. Ça n'a pas le même sens que rassembler la gauche. On pourrait employer l'expression : « la gauche d'alternative ».

Nous visons la construction d'une majorité. A l'exemple de Syriza, plus nous, la gauche d'alternative seront forts, plus les gens de gauche nous donneront de la force, et plus nous serons rejoints par des citoyens, des militants ou élus socialistes et autres avec qui nous pourrions constituer une majorité. Le Front de gauche peut et doit être la force motrice de ce rassemblement.

### **Françoise Fiter – Pyrénées-Orientales**

Le rôle majeur du Parti dans la relance de la démarche de rassemblement à gauche suite aux événements de l'été a fait l'actualité et redonné courage aux communistes et à ceux qui désespèrent d'une perspective. Il faut faire fructifier ces avancées vers l'élargissement que nous voulons du Front de gauche. Décision dans notre fédération de faire vivre nos propositions en lien avec les réalités locales et quotidiennes de la population pour mobiliser le plus grand nombre. L'évolution de la situation doit aussi nous aider à remettre dans l'action l'ensemble des adhérents, des cellules et des sections.

### **Marie-Pierre Vieu – Hautes-Pyrénées**

En juin nous parlions de paralysie et de fatalisme face aux choix du pouvoir. Ils restent, mais s'affirment aussi, jusque dans la majorité présidentielle, le fait que cette politique ruine le pays en

même temps qu'elle tourne le dos aux repères et valeurs de la gauche. C'est ce mouvement qu'il nous faut amplifier afin d'ouvrir une autre perspective.

Stratégiquement, je trouve positive la manière dont le PCF s'engage pour favoriser une dynamique de large rassemblement. D'un débat de posture il nous faut gagner de vrais actes politiques. Tendre la main aux socialistes en « résistance », leur ouvrir durablement un espace de convergences ne doit pas les conforter et conforter l'opinion dans l'idée que l'alternative passera par le PS ou autour du PS. Dans le rapport social politique et électoral actuel il n'y aura pas d'autre "cap" que celui à l'œuvre actuellement. D'où le besoin d'affirmer dès maintenant et dans les échéances de 2015, le rassemblement des forces pour l'alternative, avec le FdG aujourd'hui seul pôle populaire constitué qui œuvre dans cette perspective. Il nous faut être attentifs à la question des luttes et mouvements sociaux dans leur dimension politique car elle est aussi décisive; le collectif du 12 avril a pointé des leviers d'actions possibles, la question du Front des Lutttes me semble devoir être retravaillée.

La force de notre rassemblement est un point d'appui mais ne règle pas seule la crise de la politique. On parle des gens, mais parlons-nous aux gens ? Redonner sa place au peuple est au cœur du mouvement pour la VI<sup>e</sup> République qu'il nous faut porter fortement, car les communistes portent les exigences sociales, sociétales, démocratiques et institutionnelles dans la même dynamique.

Un mot enfin pour signifier la campagne que nous avons engagée sur la Palestine constitue selon un repère structurant du rapport de force national et international : je crois que celle pour la libération de Marwan Barghouti doit tous nous mobiliser.

### **Alain Hayot – Bouches-du-Rhône**

Affronter le FN c'est : 1) Combattre l'émergence en Europe d'une droite nationale-populiste qui réunit l'extrême droite et une partie de la droite et qui oppose au capitalisme libéral et mondialiste, un capitalisme nationaliste, autoritaire et ultra conservateur. 2) Combattre la double ségrégation sociale et xénophobe subie par les Français d'origine immigrée, ainsi que la division en renouant avec la solidarité entre toutes les catégories de notre peuple. 3) La bataille contre les idées de Mme Le Pen est urgente : la cause de la crise ce n'est ni les immigrés ni l'Islam, c'est le capital ; et la nation repliée sur ses frontières n'est pas la nôtre que nous voulons ouverte sur le monde. Je demande qu'une session du CN soit consacrée à cette question.

### **Viviane Baudry – Ariège**

Front de gauche 09 : fonctionnement démocratique, à partir des collectifs. Direction PG 09 veut suprématie des partis, mais sans forces militantes : attitude politicienne répulsive pour militants. Nouveau : dissidents du PS souhaitent dialoguer avec nous. Initiatives, campagnes : travail avec CGT pour la convention industrie ; mobilisation de terrain aux côtés des organisations syndicales sur ce qui touche salariés : salaires/emploi/protection sociale pour améliorer immédiatement conditions de vie. Implication reconnue du PCF dans les luttes et cet été dans la défense de la Palestine : campagne boycott-désintéressement-sanctions pour rompre relations économiques avec Israël.

## **Paul Barbazange – Hérault**

La guerre au cœur de l'Europe, les néo-fascistes soutenus par l'OTAN et l'UE, face à une résistance populaire, les guerres posent nos responsabilités en de nouveaux termes. Nous n'échapperons pas à redevenir porteurs de réponses d'ordre révolutionnaire. Révoltes des quartiers de relégation, de régions, ou véritable « dépression ». Nos positionnements de classe et leur lisibilité seront décisives. Au CN, il s'agit de donner tout son sens aux journées du 30/9 et du 16/10 avec tous les « sans », les pauvres. Pourquoi rien à la Fête de l'Huma sur la grève des cheminots ? UE ? Jamais le besoin d'expression et d'apport autonome du PCF n'a été aussi puissant. La conférence nationale doit être composée de délégués régulièrement mandatés par les militants dans les cellules et les sections. La liberté de parole et son réel pluralisme dans l'Huma seraient utiles.

## **Brigitte Gonthier-Maurin – Hauts-de-Seine**

Notre opposition déterminée à tout ce qui nuit aux intérêts de nos concitoyens donne à voir de ce que pourrait être un premier bloc de résistance à la politique libérale du gouvernement et du Medef.

Mais comment aller au delà pour que la colère ne se perde pas dans les limbes des extrémismes de tout poil ?

Comment ré-intéresser nos concitoyens, les convaincre que leurs exigences légitimes - notamment en terme démocratique - possèdent un potentiel majoritaire et peuvent nourrir une alternative véritable à gauche ? Si la réponse est complexe, elle a besoin de confiance.

Aucun brouillage ne doit plus venir polluer notre ambition : celle de contribuer la co-construction, le rassemblement de tous ceux et celles qui ont intérêt à se libérer du capitalisme, d'en finir avec toutes les dominations, à commencer par celle du patriarcat.

Chaque acte va compter. Le local a son importance pour surmonter les difficultés du Front de gauche, restaurer son unité, produire son élargissement citoyen. Un atelier, une rencontre si petits soient-ils peuvent nourrir une grande rivière. Comment servent-ils à renouer avec des gens qui, dans les quartiers populaires, sur les lieux de travail exècrent la politique, mais peuvent s'y réinvestir parce qu'ils y verront une étape de leur propre reconstruction. Ce qui pose la question de la construction démocratique d'un tel rassemblement. Comment les échéances électorales deviennent-elles un maillon de ce sillon à creuser ? Voilà les questions que je souhaite voir aborder lors de notre conférence nationale.

## **Jean-François Téaldi – Alpes-Maritimes**

Bataille idéologique à mener pour démontrer que le FN ne sert pas les intérêts du monde du travail, donner des arguments aux militants inquiets par sa progression. Entendre ce que disait Lepaon dans l'HD : « Le FN apparaît porteur d'espoir. Le Pen parle des salaires, du temps de travail, des minima sociaux » ! C'est ce que nous avons entendu à la porte des entreprises lors des municipales et des européennes. Arrêtons de dire que s'adresser aux salariés est prioritaire, faisons-le dans chaque territoire. Ne laissons plus un seul pouce de terrain au FN dans la tête des salariés ; démontons point par point ses propositions perverses pour le monde du travail, attentatoires aux libertés syndicales. Consacrons une demi-journée de CN à cette question, éditons un kit destiné aux militants qui révèle et dénonce les fausses solutions du FN pour les salariés. Le Front des luttes du FG et le Parti doivent être moteurs de cette bataille.

### **Michèle Gruner – Vosges**

Nous avons décidé de présenter une candidate aux sénatoriales pour exister dans les consciences, dans les médias. Avec l'envoi des propositions du groupe CRC au Sénat à tous les grands électeurs, nous avons l'assurance qu'ils ne pourront plus dire qu'ils ne savaient pas. Dans la situation politique actuelle, nous espérons qu'un sursaut républicain trouvera dans la candidature communiste le début d'une autre politique. Je vous invite à lire le feuillet de « Médiapart » sur le PCF, il nous redonne si nous l'avons perdu, l'assurance que le PCF sait, dans des moments d'urgence politique, prendre ses responsabilités.

### **Michel Ceruti – Lot-et-Garonne**

Pour éviter le mur de 2017 droite/FN, quel est le message du PCF au peuple de France aujourd'hui, pour mobiliser sur quelques axes accessibles crédibles ? : lutte contre les inégalités, contrôle de l'argent public et privé qui permettent de mobiliser la population en interpellant l'ensemble des partis de gauche et le PS, en particulier sur leurs responsabilités à l'égard du peuple de gauche qui a voté en 2012 (et pas seulement les frondeurs du PS). L'initiative du PCF doit être, face à la gravité de la situation, l'appel au peuple, à l'action et la mise en débat de propositions de gouvernement qui caractérisent le changement de cap à gauche dès maintenant. Ceci en sortant de la guerre à gauche, mais en travaillant le rassemblement majoritaire. C'est urgent.

### **Fabienne Haloui – Vaucluse**

Le rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme conclue pour la 4<sup>e</sup> année consécutive à une hausse du racisme et de l'intolérance, en pointant la responsabilité de la parole politique. Alors que les cibles privilégiées des paroles et des actes racistes sont principalement les Roms et les populations arabo-musulmanes, alors que la CNCDH reconnaît le terme « islamophobie » car il faut nommer ce qu'on dénonce et veut combattre, Manuel Valls, ce jeudi 18 septembre, à la synagogue La Victoire, a annoncé vouloir mettre en place un plan national d'action contre le racisme et l'antisémitisme visant à rassurer la communauté juive inquiète par la progression des actes antisémites de l'été en mobilisant la Nation tout entière dans ce combat. S'il est indispensable de lutter contre l'antisémitisme qui a conduit à l'horreur absolue, la pire des choses serait de faire croire à celles et ceux qui souffrent au quotidien du racisme et des discriminations dans les quartiers populaires qu'il y a 2 poids 2 mesures dans la lutte contre le racisme. Le positionnement de Manuel Valls est dangereux car il hiérarchise l'anti racisme et alimente la « soralisation » des esprits.

### **Alain Obadia – Paris**

Nos responsabilités sont immenses. Elles impliquent de multiples initiatives ancrées sur le terrain. Il faut les intégrer dans la cohérence de notre démarche rassembleuse. C'est le cas de la Convention industrie. Tant par ses enjeux que par les solutions que nous proposons, la question de l'industrie est très politique. Elle implique une bataille et des luttes de nature politique. C'est pourquoi la convention doit être préparée comme une des dimensions de la Conférence nationale et par des initiatives de débat, d'action et de rassemblement s'inscrivant dans les 1 000 initiatives que nous pourrions décider. Nous avons des possibilités nouvelles de travail commun avec les militants syndicaux et bien au-delà de ce qui se faisait jusqu'à présent.

## **Dominique Négri – Isère**

Encore un CN sur des alliances politiciennes pas les luttes, alors qu'il existe des potentialités à l'image de celle à la SNCF. Saisissons le 16/10 sur la Sécu, droit à la santé, la retraites à 60 ans, 37,5 annuités, décotes, etc des convergences face au pacte de responsabilité et CICE à retirer. Ne renvoyons pas les luttes vers 2017, elles seules portent des ruptures politiques. Révisons nos positions sur l'UE impérialiste, non réformable, sa marchandisation des services publics opposés aux monopoles publics (halte aux destructions de services publics tel que les postes, trésoreries...). Une conférence nationale qui prive les communistes d'un bilan du Front de gauche et leur interdit tout choix sur l'impasse politique que représente un PCF unis aux opportunistes frondeurs PS. Un CN ignorant l'état réel du Parti, les communistes et la nécessité d'un PCF portant la lutte de classe. Je vote contre.

## **Nicolas Marchand – Val-de-Marne**

Gattaz exige une « *révolution culturelle : accepter que l'entreprise est le cœur de l'économie* ». Valls le suit avec « *j'aime l'entreprise* ». Il s'agit d'en finir avec l'exception française : transformation libérale du PS, intégration des syndicats, effacement du PCF. L'entreprise est au cœur de la bataille politique. Et nous, au défi de la ré-investir.

Au PS, les jeux ne sont pas faits, ni son congrès de Bad-Godesberg. Ne nous laissons pas manœuvrer dans une union sans contenu transformateur, sans nos idées en 2017, mais aidons le mouvement, avec nos propositions.

Aider les luttes, face aux tentatives d'intégration, est un enjeu politique. Limiter la politique aux institutions, et l'exclure du champ des luttes n'est pas juste : la mobilisation populaire est décisive.

Menons une bataille d'idées affûtée sur nos propositions, pas assez connues. Ne cédon pas sur l'économie. Nous avons nos Lenglet, nos Piketty communistes : mettons-les en avant dans le débat public et les discussions à gauche. Formons nos militants. Emploi, services publics, crédit : agissons.

## **Pierre Laurent – Paris**

La situation politique évolue beaucoup, ce qui nécessite des débats d'ajustement sur notre orientation. C'est normal. Avec sa conférence de presse, François Hollande a clarifié sa position, celle la même qui avait été impulsée avec le Pacte de responsabilité. Aujourd'hui, la situation est claire. Nous devons maintenant mettre au cœur de notre politique la construction d'une alternative politique au gouvernement. Cette alternative nous la voulons sur un programme avec des forces populaires et de gauche. Ce processus sera long, il y a un profond travail politique de rassemblement. Ce travail se fera par étape. Nous sommes engagés dans une bataille politique dans la durée.

La question politique que nous devons nous poser n'est pas celle de la sanction au gouvernement mais bien celle de l'alternative politique de progrès social. Et dans cette construction, nous ne devons pas opposer les forces de gauches, les forces populaires et le Front de gauche. Il faut articuler ce processus de rassemblement en l'adaptant aux différents rythmes de ces forces. Ce rassemblement passera entre autres par la mobilisation de forces socialistes qui ne se retrouvent pas dans la politique du gouvernement. Il faut approfondir notre travail politique auprès des forces politiques et populaires pour aider à la mise en mouvement des citoyens. Il faut travailler avec le Front de gauche, celui-ci est relancé et nous devons prendre des initiatives. Nous devons travailler avec quatre objectifs : riposte, alternative, rassemblement et solidarité au quotidien.

Nous devons en effet être présents sur le terrain aux côtés des gens. Il faut que nous travaillions à la base, par le bas pour mettre les forces en mouvement. C'est indispensable, et dans cette perspective, la carte pétition sur la réforme territoriale est un bon atout.

Pour finir, je propose que nous tenions un CN sur les questions internationales, et une matinée de travail d'un CN sur le combat contre le Front national.

### **Laurence Zaderatzki – Pas-de-Calais**

Austérité, rejet des étrangers, mépris de classe avec les « sans dents », « les illettrés », notre responsabilité est immense. Nos messages doivent être plus clairs, sinon comment rassembler, avec qui ? Une interpellation amicale d'un syndicaliste de la formation professionnelle à la Fête de l'Huma « vous avez externalisé le social et laissé le mouvement syndical et associatif se débrouiller ». Aujourd'hui, les subventions sont en baisse de 30% ! Comment alors préparer les salariés aux changements ? Cette question doit être au cœur de notre convention industrie. Le secteur associatif et notamment celui d'éducation populaire est en grande souffrance, et c'est la citoyenneté qui est en danger. Là aussi les baisses de moyens de moyens mettent à mal l'emploi et le vivre ensemble. Les associations citoyennes organisent le 3 octobre une journée d'action nationale, non seulement nous devons y être mais aussi être force de propositions, pour que notre ambition d'acteurs/bâtisseurs d'avenir, d'alternatives et d'espérances vive.

### **Lydia Samarbakhsh – Paris**

Je veux commencer par saluer la mobilisation et la capacité de rassemblement des communistes dans tout le pays au cours de l'été en solidarité avec le peuple palestinien pour stopper l'offensive terrestre israélienne.

Les dirigeants israéliens ne veulent pas la paix. Seul peut l'y pousser un puissant mouvement de solidarité internationale. La priorité de notre action pour soutenir l'effort du gouvernement d'unité nationale dans la reconnaissance de l'État palestinien, la levée du blocus de Gaza, sa reconstruction, la libération des prisonniers politiques, le retrait de l'occupation la décolonisation du pays et le droit au retour des réfugiés doit être au cours de ce mois d'octobre, avec le Collectif national pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, de rendre les sanctions contre Israël incontournables. Le point d'orgue sera le 18 octobre la convergence nationale à Paris.

Que se passe-t-il ? De l'Ukraine à l'Irak, quel est le contexte, quels sont les acteurs en présence et quelles sont leurs stratégies ?

Lorsque nous parlons de la réactivation de la logique de Guerre froide, cela ne signifie pas le retour à un monde bipolaire opposant l'impérialisme américain à un bloc uni sur une autre vision du monde et de la société.

V. Poutine n'est ni Staline comme le prétendent à tort l'OTAN et les néoconservateurs américains, ni Lénine comme se l'imaginent ceux qui n'admettent pas que la Russie ce n'est plus l'URSS.

Les communistes ukrainiens avec lesquels nous avons fait plus que manifester notre solidarité se battent pour la démocratie, l'intégrité territoriale, la souveraineté et le caractère multiethnique et culturel de leur pays, les droits et conditions de vie et de travail des Ukrainiens. Nous avons reçu le SG du Parti communiste ukrainien en juin au siège du Parti, à l'assemblée nationale ; le groupe GUE-NGL l'a reçu à Bruxelles ; et nous avons contribué à préparer leur défense au procès. Avec



eux nous portons l'exigence de la mise en place d'un cadre de coopération et de sécurité commune avec la Russie.

Jean Ziegler a entièrement raison de dire à la Fête de l'Huma qu'il faut aider à sortir de ce dilemme : soit l'impérialisme américain ou « occidental », soit les djihadistes abreuvés de haine et de sang, dans lequel on plonge les peuples du monde. C'est un piège dont il faut se libérer – notre solidarité (et je ne parle pas simplement de celle du PCF) doit aller aux forces progressistes, démocratiques qui luttent dans leur pays et s'activent pour des solutions politiques. Il y a les puissances dominantes et en perte de vitesse, mais il y a aussi les puissances publiques attaquées et affaiblies, il y a la poussée des fanatismes et nationalismes qui tuent et massacrent, s'en prennent aux progressistes et démocrates – leur poussée est un facteur qu'on ne peut balayer d'un revers de manche, et c'est bien pour cela que le choix de la seule action militaire, a fortiori une coalition occidentale dirigée par les États-Unis et l'OTAN n'est pas la solution aux problèmes de l'Irak et ne fera qu'aggraver la situation des Irakiens, des populations de la région et du monde.

Nous avons à porter encore plus haut l'exigence du primat diplomatique et d'une ONU du XXI<sup>e</sup> siècle où chaque peuple compte pour un, avec l'exigence de la paix, c'est-à-dire de sécurité en tout domaine; de refonder la politique étrangère de la France sur de nouveaux partenariats, le droit international et avec pour objectif la prévention des conflits, la lutte contre la dissuasion nucléaire, contre le trafic des armes, la spoliation des richesses et des ressources, la résorption des inégalités sociales et économiques, et la démocratie (je vous renvoie aux discours de PL et PLH à la Fête de l'Humanité)

Tout ce que nous faisons dans nos relations avec toutes les forces de transformation sociale à travers le monde tend vers cet objectif avec pour fil rouge la paix et la solidarité : conférence sur le climat, solidarité avec la Palestine, la Tunisie, l'Ukraine... les convergences auxquelles nous travaillons avec les forces d'Amérique latine et d'Asie.

Les travaux des ateliers de la conférence nationale des 8 et 9 novembre, et le Conseil national consacré aux enjeux internationaux devraient nous permettre d'approfondir notre débat et d'aider à une plus grande appropriation dans le parti de notre action internationaliste.

### **Daniel Cirera – Seine-Saint-Denis**

Le PCF est utile quand il est perçu et se vit comme animé par l'intérêt du pays, qu'il ne joue pas l'échec, qu'il est dégagé de « la gauche de la gauche », qu'il parle en responsabilité. La situation est ouverte. Tous les partis à gauche sont touchés par les résultats aux élections (pertes d'élus, vote à droite et FN, abstention 2015-2017). Agir et rassembler à partir d'objectifs concrets (utilisation des fonds publics, etc.) fait le lien entre urgences, attentes immédiates et utilité de la politique. La conférence nationale et sa préparation doivent permettre d'approfondir le débat sur « le nouveau », adresser un message clair au pays.

### **Pascal Bagnarol – Corrèze**

Le rapport fait bien ressortir les difficultés auxquelles nous sommes confrontés mais également les possibilités nouvelles qui s'ouvrent à nous dans la toute nouvelle période, qui peut permettre de rassembler très largement pour une autre politique.

Les débats de la fête, surtout à partir de la carte pétition, ont montré que s'il y a dépolitisation au regard des institutions et de la représentation politique, il subsiste dans les têtes des repères tenaces quand à l'appartenance à la gauche et sur des contenus progressistes.

A partir de cela, la feuille de route qui nous est proposée correspond à la demande. Cependant, mes rencontres avec plusieurs secrétaires fédéraux m'amènent à attirer l'attention sur une certaine lassitude ou un mal-être souvent lié à notre fonctionnement. Bien souvent, toutes les initiatives ou presque reposent sur « la fédé » et lorsque les camarades disent la fédé, il s'agit le plus souvent de celles et ceux se trouvant à l'intérieur des murs de la fédération et non du conseil départemental, voir même de l'exécutif. Pourtant, lors de la tenue de nos fêtes de section, d'initiatives de terrain, les camarades sont partie prenante de l'élaboration à la mise en œuvre avec l'apport de sympathisants et d'amis. Force est de constater qu'il n'en est pas de même concernant les questions politiques dans les sections...Voici pourquoi nous avons décidé de réorganiser le parti sur le département à partir des bassins de vie et non plus les limites administratives comme c'était le cas ; de plus celles-ci étant régulièrement remises en causes. Lier plus les questions politiques à la pratique à partir des problématiques d'un territoire nous semble pouvoir être une des solutions pour une meilleure intervention de chaque communiste.

### **Thierry Aury – Oise**

« L'histoire n'est pas écrite » : valoriser notre capacité militante et politique à avoir réussi une Fête de l'Huma porteuse d'espoir. Selon IFOP, 71 % des gens de gauche pensent possible une politique de gauche malgré renoncements du gouvernement. Besoin d'être à l'initiative partout, en articulant les démarches « en haut » et les actions « en bas » pour aider à l'intervention des salariés et citoyens qui est la clé de la situation. Mener de manière très concrète et populaire, la bataille d'idées sur la question du coût du capital, de l'impasse de l'austérité, du rôle des banques. Se donner l'objectif de lever ces verrous dans les têtes. Mesurer les capacités politiques et militantes de la droite : à Beauvais, la mairie UMP organise un rassemblement inter-religieux sur Gaza et une action « anti plan austérité Hollande ».

### **Xavier Compain – Côtes-d'Armor**

La conférence nationale des 8 et 9 novembre prochain peut contribuer à voir aux chemins que nous empruntons pour l'alternative à gauche et de gouvernement. Elle se veut un moment important pour une appropriation plus large par les communistes du travail de propositions du PCF. Elle se veut devoir raisonner à toute la gauche. Il sera important à l'issue d'en dégager des axes prioritaires, des idées identifiantes répondant aux besoins humains et aux enjeux de civilisation. Comme nous devrions pouvoir dessiner : « que ferions-nous immédiatement devant la responsabilité gouvernementale » ?

### **Yannick Monnet – Allier**

Je trouve que le discours de La Rochelle a eu beaucoup d'effets positifs : il nous a sortis de ce face à face, à gauche de la gauche, avec certains de nos partenaires du Front de gauche. Il nous a clairement positionnés au cœur de la gauche, s'adressant à toutes ses forces pour construire une alternative crédible, nous hissant, du même coup, à la hauteur des enjeux du moment et contribuer ainsi au rassemblement des communistes. Avec cette démarche de rassemblement, nous devons aussi faire bouger les consciences en combattant certains discours dominants ; et celui qui consiste à faire croire que donner plus de liberté au patronat créerait des emplois. Pour les sénatoriales, nous sommes mobilisés dans un contexte difficile. Pour les cantonales, nous travaillons dès à présent pour lancer rapidement une campagne offensive et participative.

### **Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne**

Avec la rentrée, une phase de mobilisation des communistes s'est ouverte. La Rochelle, l'offensive du MEDEF, le changement de gouvernement, la Fête ont créé du réveil, de la fierté et de la mobilisation. Notre direction doit pointer les axes de combats. Un de ceux-là est l'organisation de la solidarité concrète (anti-expulsions, anti-coupures, aides administratives). Les communistes doivent le faire, sans cela certain(e)s citoyen(nes) ne nous écoutent même plus. Cela participe de créer à nouveau l'espoir de la vie quotidienne au pays et même au monde.

### **Jérôme Marcuccini – Isère**

D'un côté Valls déploie un discours de peur pour maquiller ses choix politiques : peur du FN afin d'imposer à la gauche ses choix ; peur du terrorisme pour museler les critiques intérieures. Cela rajoute de l'angoisse sur une situation économique qui ravage chaque jour les emplois. Le travail devient une ligne de front idéologique où se développent des réflexes du type « pourquoi perdrais-je mon emploi et toi non ? » Seule une alternative en terme de politique industrielle permettra de dénouer ces situations. A condition que les travailleurs se sentent auteurs des revendications, relancer des luttes est chaque jour plus crédible.

### **Amadou Deme – Essonne**

Pendant toute la période estivale, les communistes essonniers et leurs élus ont été utiles aux habitants dans une situation sociale dégradée.

Les journées à la mer en juillet et août, pétitions et rassemblements pour l'arrêt des combats contre le peuple palestinien, le tract / pétition départemental contre la vie chère.... Toutes ces initiatives ont contribué au bon placement de la vignette de la fête de l'Humanité.

C'est dans la proximité, la solidarité aussi que nous ferons bouger les choses.

A Grigny par exemple, ville populaire, les communistes, leurs élus, avec d'autres militants, nous essayons en permanence d'être dans cette proximité (porte à porte, réunions d'appartements, présence régulière sur les lieux publics). Résultats: 21% présidentielle, 26% législative, 51% municipales malgré une liste dissidente, 32% aux européennes et en tête dans tous les bureaux de vote dont un à plus de 50%. Cette proximité nous a permis d'avoir plusieurs milliers de contacts avec un engagement de jeunes, moins jeunes dans l'action politique.

### **Eric Jalade – Tarn**

La situation internationale est lourde de périls pour les peuples, du fait principalement des conséquences des agissements de l'impérialisme et d'abord ceux des Etats-Unis, de l'OTAN et de l'UE et de leurs agents.

La multiplication des guerres et des conflits est l'un des aspects les plus brutaux de la mondialisation capitaliste, les puissances impérialistes bénéficiant, depuis le début des années 90 d'un rapport des forces qui leur est bien plus favorable à l'échelle mondiale.

Positif que le rapport évoque enfin le mot d'ordre de sortie de notre pays de l'OTAN : nous devrions avoir l'ambition de reconstruire, en France, avec des initiatives concrètes, un mouvement de masse en faveur de la paix.

La tonalité générale du rapport me semble bien optimiste par rapport à la situation du pays, à l'état de la gauche... Notre conférence nationale devrait procéder à un bilan sincère et approfondi

de la stratégie du Front de gauche - et de son échec - et examiner les initiatives à prendre pour aider au développement des luttes, condition incontournable à une alternative progressiste.

### **Alain Janvier – Seine-et-Marne**

Dans notre combat pour une logique de paix et de reconnaissance des droits du peuple palestinien, il faut tendre la main aux populations de confession musulmane, mais aussi judaïque. La mise en opposition confessionnelle sert de division par ceux qui cherchent à maximiser les profits et la collusion du pouvoir avec la finance (Valls/Hollande, mais aussi le FN). Notre campagne pour la baisse du coût du capital gagne des points (voir Libération du 20/8). Le groupe Safran a perçu, de 2005 à 2013, environ 1000 millions d'euros, et versé environ 1500 millions d'euros. Ce qui se dégage de la Fête de l'Huma, du CN d'aujourd'hui, et des attentes des salariés est le besoin de renforcement du PCF dans les entreprises et lieux de travail en examinant concrètement les formes d'organisation et en poussant à la fois débats, rassemblement et action.